

1ère Direction - 3ème Bureau

**A R R E T E**

N° 72 635 DU 10 février 1983 portant  
imposition de prescriptions complémentaires au titre  
de la législation sur les Installations Classées pour  
la Protection de l'Environnement.

LE PRÉFET, COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
DU DÉPARTEMENT DU HAUT-RHIN

*Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 pris pour l'application de la loi susvisée et notamment les articles 18 et 20 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 2 août 1929 autorisant les Mines de Potasse d'Alsace à exploiter une usine de brome à laquelle est associé un stockage de chlore, sur le carreau de la mine Marie-Louise à STAFFELFELDEN ;
- VU la demande présentée le 10 décembre 1982 par les Mines de Potasse d'Alsace aux fins d'être autorisées à modifier les conditions d'exploitation du stockage de chlore associé à l'usine de brome ;
- VU le rapport du 11 janvier 1983 de l'inspecteur des installations classées ;
- VU l'avis du 3 février 1983 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - Les Mines de Potasse d'Alsace sont autorisées à :

- déplacer le dépôt de chlore associé à l'usine à brome de l'Etablissement MARIE-LOUISE à STAFFELFELDEN sur un autre site du carreau de cet établissement.

- porter la capacité de stockage du chlore de 30 t à 50 t en substituant à la batterie de fûts de 750 kg l'utilisation de 2 wagons-citernes de 25 t chacun.

Article 2 - Les installations seront situées conformément aux documents joints à la demande.

Article 3 - Le dépôt sera exploité en stricte conformité avec les dispositions de la circulaire du 24 juillet 1972 sauf pour ce qui concerne le dispositif de contrôle de la charge des wagons-citernes (art. 18) ainsi que le diamètre intérieur de la canalisation en phase gazeuse (art. 22).

Article 4 - Le dépôt sera constitué par les deux wagons-citernes de 25 t, considérés comme enceintes fixes pendant la durée du dépotage.

Article 5 - Les vannes qui permettent l'isolement d'une enceinte par rapport à l'autre ainsi que l'isolement de chaque enceinte et la mise en service de la cuve de secours, pourront être commandées depuis l'extérieur du bâtiment.

Article 6 - Un système de détection de chlore avec alarmes sera asservi à un dispositif d'aspiration. Le mélange air-chlore aspiré sera dirigé vers une installation de neutralisation. Le rejet à l'égout ne sera autorisé qu'après vérification et éventuellement ajustement du pH.

Article 7 - Le dispositif de détection permettant de vérifier la charge des wagons-citernes n'est pas exigé. Par contre la cuve de secours sera montée sur jauges de contraintes pour le pesage et le contrôle de la charge.

Article 8 - Le diamètre intérieur de la tuyauterie en phase gazeuse pourra être de 60 mm.

Article 9 - Tout transfert de l'établissement sur un autre emplacement, toute transformation dans l'état des lieux, toute extension de l'exploitation nécessitera une demande d'autorisation qui devra être faite préalablement aux changements projetés.

Article 10 - L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'Inspection des Installations Classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement des installations et de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976.

Sont à signaler notamment :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumées, de gaz irritants, odorants ou toxiques.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions ci-dessus ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire la déclaration sans délai à l'Inspection des Installations Classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiates nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

Article 11 - Les conditions fixées par les articles précédents ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque, faire obstacle à l'application des dispositions du Titre III du Livre II du Code du Travail (hygiène et sécurité) ainsi qu'à celles des règlements d'administration publique pris en application de l'article L.231-2 de ce même Code.

Article 12 - La présente autorisation cessera d'avoir effet dans le cas où les activités mentionnées ci-dessus n'auront pas été mises en exploitation avant l'expiration d'un délai de trois ans à compter du jour de la notification ou si leur exploitation est interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article 13 - Dans le cas où l'établissement changerait d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devrait en faire la déclaration au Préfet dans le mois suivant la prise de possession.

Article 14 - L'administration se réserve la faculté de prescrire ultérieurement toutes les mesures que le fonctionnement ou la transformation dudit établissement rendrait nécessaires dans l'intérêt de la salubrité et de la sécurité publiques et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité ou à aucun dédommagement.

Article 15 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 - La présente autorisation ne dispense pas le bénéficiaire des formalités et accords exigibles, le cas échéant, par d'autres réglementations (Code de l'urbanisme, Code du Travail, Voirie, etc...).

Article 17 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Sous-Préfet, Commissaire adjoint de la République de l'arrondissement de THANN, le Maire de STAFFELFELDEN et les Inspecteurs des Installations classées, des Services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation

Le Chef de Bureau délégué



Daniel STEVAUX

Fait à COLMAR, le 10 février 1983

Pour le Préfet,  
Commissaire de la République  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Signé : Gustave MEGE